

Articles

- 1** Éditorial : Pourquoi s'évertuer à nous proposer le soleil alors qu'on se contenterait de la lune...
par *Amaury de Terwangne*
- 3** La loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait,
par *Amaury de Terwangne*
- 7** Avant-projet de réforme de la loi du 8 avril 1965 : Évolution à défaut de révolution,
par *Amaury de Terwangne*
- 11** Assistants de police et délinquance juvénile : quelle place pour le travail social policier ?
par *Yahyâ Hachem Samii*
- 20** Prévenir les violences à l'école : Quelle place pour les pratiques d'enseignement ?
par *Benoît Galand*

Jurisprudence

- C.A. - 10 mars 2004**
N° 38/2004
- Aide à la jeunesse - Contestations relatives aux mesures d'aide individuelles - Compétence du tribunal de la jeunesse - Titulaire du droit d'action - Exclusion - Grands-parents - Droits et libertés - Garanties juridictionnelles - Droit d'accès à un juge.
- 33**
- Liège - 29 janvier 2004**
- Protection judiciaire de la jeunesse - Procédure devant le tribunal de la jeunesse - Respect des droits de la défense - Pouvoir de la Cour d'appel.
- 35**
- Liège (Ch. jeunesse)**
8 septembre 2004
- Protection judiciaire de la jeunesse - Enfant en danger grave (art. 38 du Décret de 91) - Mesure d'aide contrainte - Application par le Directeur de l'aide à la jeunesse - Compétences - Déjudiciarisation - Conséquences - Recours auprès du tribunal de la jeunesse (art. 37 du décret de 91) - Portée et limite - Grands-parents - Droit d'inter-

vention - Audition par le Directeur de l'AAJ - Droit aux relations personnelles.

- 37**
- Trib. Trav. Namur**
26 novembre 1999
- Aide sociale urgente - Refus - Compétence territoriale du CPAS - Indices suffisants de résidence sur le territoire de la commune - Faute du CPAS - Absence de proposition d'assistance de son service d'accompagnement - Paiement en retard d'arriérés dûs - Préjudice moral subi.
- 38**
- Trib. Trav. Liège - 29 avril 2003**
- Aide sociale - Etrangère en demande de regroupement familial - Refus de séjour - Ordre de quitter le territoire - Art. 57, § 2 de la loi du 8 juillet 1976 - Application - Demande en révision - Suspensif - Droit à l'aide sociale - CPAS - Obligation d'information.
- 40**
- C.E. - 27 août 2004**
- Droit des étrangers - Demande de régularisation (art. 9.3 Loi 80) - Droit au respect de la vie privée et familiale - Décision d'irrecevabi-

Document

- 28** Zone de transit de l'aéroport de Bruxelles-National
Réponse du médiateur fédéral
- 31** Circulaire FEDASIL du 17 novembre 2004
Concerne : instructions relatives à l'accueil des étrangers mineurs qui séjournent avec leurs parents illégalement dans le Royaume
- lité prise par l'Office des Étrangers - Recours en extrême urgence - Demande de suspension - Obligation pour l'Office des étrangers de prendre en compte la durée de l'interruption de la relation familiale.
- 40**
- C.É**
23 février 2003
- Droit des étrangers - Mineure non accompagnée - Procédure d'expulsion - Requête en demande de suspension d'extrême urgence - Préjudice grave et difficilement réparable - Comparution devant la Chambre des mises en accusation.
- 42**
- Civ. Bruges (1^{ère} ch.)**
9 avril 2001
- Concubinage - Contrat de vie commune - Clause d'indemnisation - Indemnités dues en cas de rupture de la relation - Restriction de la liberté individuelle - Illégalité.
- 42**
- C.E.**
(sect. d'admin. 10^{ème} ch.)
10 février 2003
- Suspension d'extrême urgence - Conditions d'application - Urbanisme - Crainte qu'après la clôture des débats, le juge répressif prenne en considération l'acte attaqué.
- 42**
- Anvers (10^{ème} Ch.)**
7 octobre 2003
- Peine - Peine la plus lourde - Appel de l'inculpé - Peine maximale de travail.
- 43**
- C.E. (sect. d'adm., 12^{ème} Ch.) - 12 juillet 2002**
N° 109.220
- Procédure - Mémoire en réplique - Délai - Sanction - Défaut d'intérêt.
- 43**
- C.E. (sect. d'adm., 10^{ème} Ch.) - 2 avril 2004**
N° 130.075
- Compétence du Conseil d'État - Question préjudicielle à la Cour d'arbitrage - Décision du Conseil d'État sur sa compétence - Susceptible de pourvoi en cassation - Pas d'obligation de poser la question préjudicielle.
- 43**
- Pol. Bruges (8^{ème} Ch.) - 19 novembre 2002**
- Partie civile - Préjudice - Commune - Action en remboursement du transport d'une personne en état d'ivresse.
- 44**
- C. Trav. Liège - 14 mai 2003**
- Aide juridique de seconde ligne - Revenus - Personne à charge - Déduction forfaitaire - Art. 3, al. 1^{er}, 2^o et al. 2 de l'arrêté royal du 10 juillet 2001.
- 44**